

***Dernière minute : l'Union Interfédérale des agents de la Fonction Publique FO sera reçue lundi 9 novembre à 10h à Matignon concernant le dossier des personnels médico-sociaux et sociaux.***

## **INACCEPTABLE !**

La Fédération FO des personnels des Services Publics et de Santé dénonce violemment la volonté du gouvernement de pouvoir suspendre le fonctionnement des instances des représentants du personnel telles que les C.H.S.C.T., les C.T.E. et C.M.E., mais aussi les Conseils de Surveillance ou d'Administration.

En effet, il y a quelques jours, un amendement au projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire habiliterait le gouvernement à déroger par ordonnances aux règles de fonctionnement et de gouvernance des établissements de santé publics et des établissements de santé privés d'intérêt collectif. Une telle hypothèse, si elle devait se confirmer, serait un danger autocratique qui laisserait les directeurs d'hôpitaux, de GHT ou d'ARS « gouverner » sans avis des personnels médicaux et non médicaux, et de plus, sans aucun contrôle.

La Fédération FO-SPS ne peut accepter qu'une telle décision puisse être envisagée, et encore moins qu'elle se mette en œuvre.

Le gouvernement n'aurait-il rien appris de la gestion de la première vague de pandémie de la Covid-19 ? Sans l'intelligence, le pragmatisme, la cohérence, le professionnalisme et le dialogue collectif des personnels sur le terrain, avec leurs représentants, l'hôpital n'aurait jamais pu « tenir » au printemps dernier.

Alors que le Ségur de la Santé avait fait entendre bien des voix pour conserver, renforcer et même élargir le dialogue social, en particulier du CHSCT, le gouvernement essaie de museler les organisations syndicales au plus fort de la crise sanitaire, et qui risque malheureusement de perdurer dans le temps.

Si ce gouvernement veut rétablir la confiance et la transparence envers les usagers, les personnels et la population française sur la gestion de la pandémie, ce n'est sûrement pas en supprimant tout dialogue institutionnel qu'il l'obtiendra.

Alors que la Fédération FO-SPS interpelle régulièrement la DGOS sur les dérives dans la gestion des personnels dans bon nombre d'établissements, la mise sous silence des instances de proximité conduira indubitablement à augmenter encore un peu plus le marasme des hospitaliers.

Pour la Fédération FO-SPS, faire croire qu'une telle mesure puisse améliorer le fonctionnement des hôpitaux et la prise en charge des patients relève de l'utopie et du mensonge ! L'ensemble des personnels hospitaliers a certainement besoin de bien d'autres mesures que celle-ci !

Le gouvernement, qui par la voix du Premier Ministre, présentait hier « la souffrance du personnel hospitalier » comme inéluctable, ferait mieux de mettre les moyens nécessaires là où il y en a besoin, et de reconnaître leur travail difficile par autre chose que des mots !

La Fédération FO des personnels des Services Publics et de Santé met en garde le gouvernement sur ses intentions -pour l'heure de déni du dialogue social- et prendra ses responsabilités si l'exécutif s'obstine, et quand bien même, si nécessaire, pendant l'état d'urgence.

**RÉSISTER – REVENDIQUER – RECONQUÉRIR !**